

VILLE DE TOURVES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 28 OCTOBRE 2025

Date de la convocation

Le 21 Octobre 2025

Conseillers municipaux en exercice 28

<u>Présents</u>: ALLISIO Michel – CERTAIN Patricia - COMBET Jean-Pierre - CONSTANS Jean-Michel - CORTESE Régis - CRABETT Josiane - DOL Jérôme - GALIZZI Josiane - GIRAUDO Catherine - HERMAND Rose-Marie - MIONNET Sabine — OLIVE Fabien - PAONE Fabienne — QUICKE Pierre - RECOUS Jacques - ROUX Daniel - TOUCHE Colette

<u>Délégations de votes</u>: BOYER Kévin à CONSTANS Jean-Michel – CAMPERO Gilbert à ALLISIO Michel – FIRMIN Myriam à MIONNET Sabine – LAFFARGUE Perrine à PAONE Fabienne – LAURES Mireille à CORTESE Régis

<u>Absents</u>: BOTTA William - CANOLLE Claire - DEMIT Sébastien - DONGAR Max - GIRELLO Nathalie - LAMANA Florian

Madame Catherine GIRAUDO a été élue secrétaire de séance.

Effectif théorique légal de l'Assemblée	29
Conseillers présents au moment du vote	17
Absents	6
Procurations	5
Votants	22
« POUR »	22
« CONTRE »	0
« ABSTENTION »	0

DELIBERATION N°

083/2025

OBJET

Bien vacant et sans maître - Parcelle section G n°934 sise rue du Parc d'Auguste à Tourves (83170) - Incorporation dans le domaine

privé communal

RAPPORTEUR

Jean-Michel CONSTANS

Monsieur le Maire rappelle,

Les articles L.1123.1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques définissent les biens considérés comme n'ayant pas de maître et précisent les modalités et procédures d'acquisition de ces biens.

La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014, modifiée par la loi n°2022-217 du 21 février 2022 (dite Loi 3DS), a réformé ces procédures concernant les biens qui n'ont pas de propriétaire connu, qui ne sont pas assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers.



Cette nouvelle procédure, instaurée par l'article L.1123-3 du Code Personnes Publiques, permet aux communes après une phase d'incorporer ces biens dans leur domaine par délibération du Conseil Municipal. Cette incorporation est ensuite constatée par arrêté du Maire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette procédure, un arrêté municipal n°2025/012 a été pris en date du 24 mars 2025 relatif à la présomption de bien « présumé sans maître » sur la parcelle cadastrée section G n°934 sis Chemin du Parc d'Auguste à TOURVES (83170). Cet arrêté a été affiché en Mairie et sur le terrain. Il a également été adressé par voie postale à l'adresse du dernier propriétaire connu. L'ensemble de ces formalités ont été accompli au 07 avril 2025.

Le propriétaire de ladite parcelle ne d'étant pas fait connaître dans le délai de six mois à compter de la dernière des mesures de publicité exposés ci-avant, la Commune peut, par délibération du Conseil municipal, incorporer la parcelle dans son domaine privé. Cette incorporation sera constatée par ailleurs par arrêté du Maire.

Monsieur le Maire ajoute,

Ce bien a fait l'objet :

- d'un arrêté n°2024/006 en date du 15 février 2024 relatif à la mise en sécurité avec interdiction d'habiter, d'utiliser ou d'accéder aux lieux au titre de la procédure urgente prévue aux articles L.511-2-1° et L.511-19 du Code de la construction et de l'Habitation;
- d'un arrêté correctif et complémentaire n°2024/050 en date du 13 décembre 2024 ;
- d'une procédure accélérée au fond devant le Tribunal Judiciaire de Draguignan pour autoriser la Commune de Tourves à accomplir les travaux pour le compte du propriétaire, dans le cadre de l'arrêté de péril;
- de la réalisation des travaux de mise en sécurité du bien conformément aux prescriptions de l'arrêté de péril.

Monsieur le Maire, propose en conséquence, au Conseil Municipal

De décider de l'incorporation dans le domaine privé de la Commune, la parcelle cadastrée section G n°934 sis Chemin du Parc d'Auguste à TOURVES (83170), d'une superficie de 28m², qui sera constatée par la prise d'un arrêté municipal ;

D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures relatives et à signer tous les actes relatifs à ce dossier.

Décision:

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général des Impôts,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L.1123-1 et L.1123-3,

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

VU la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

VU l'article 713 du Code Civil.

VU la Commission Communale des Impôts Directs en date du 06 mai 2024,

VU l'arrêté municipal n°2025/012 en date du 24 mars 2025 relatif à la présomption de bien « présumé sans maître » de la parcelle cadastrée section G n°934 sise Chemin du Parc d'Auguste,

CONSIDERANT que l'ensemble des démarches nécessaires pour le l'ensemble des démarches nécessaires pour le l'ensemble des démarches nécessaires pour le l'ensemble de la parcelle section G n°934 sise Chemin du Partie de létranspisson : 30/10/2/25 par de l'étranspisson : 30/10/2/25 par de l'ensemble de la Conservation des hypothèques et du dernier domicile connu du propriétaire,

CONSIDERANT que la parcelle section G n°934 sise Chemin du Parc d'Auguste n'a pas eu de taxe foncière acquittée par un tiers depuis plus de trois ans,

CONSIDERANT que l'arrêté municipal n°2025/012 en date du 24 mars 2025 a été pris afin de mettre en œuvre la procédure de Biens Vacants et Sans Maître sur ladite parcelle,

CONSIDERANT que la dernière des mesures de publicité a été effectuée le 07 avril 2025 et que le délai réglementaire de six mois, prévu pour l'accomplissement des mesures est écoulé,

CONSIDERANT qu'aucun propriétaire n'a fait valoir ses droits, ni revendiqué la propriété du bien objet de la présente,

CONSIDERANT qu'afin de pouvoir incorporer lesdites parcelles dans le domaine communal via un arrêté municipal, il convient que le Conseil Municipal délibère après les six mois suivant l'arrêté municipal de présomption de bien « Présumé Sans Maître »,

CONSIDERANT que cette incorporation sera constatée par arrêté municipal,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE,

- INCORPORE dans le domaine privé de la Commune la parcelle cadastrée section G n°934 sise Chemin du Parc d'Auguste d'une superficie de 28m²;
- PRECISE que cette incorporation sera constatée par arrêté municipal ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures relatives et à signer tous actes relatifs à ce dossier.

Le Maire,

Jean-Michel CONSTANS

Le Maire,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte;

Informe que, conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon (5, rue Racine - CS 40510; 83 041 TOULON CEDEX 9) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification ou publication; elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tourves. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet). Enfin, le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr »

Acte rendu exécutoire après transmission En préfecture le 30-10-2025 et publication du 30-10-2025

Accusé de réception en préfecture 083-218301406-20251028-DEL083-2025-DE Date de télétransmission : 30/10/2025 Date de réception préfecture : 30/10/2025

